

# Diagnostic et perspectives de l'éducation pour tous en République Démocratique du Congo<sup>1</sup>

*Par Gratiem Mokonzi Bambanota<sup>2</sup>*

Page | 1

## Introduction

Le Forum mondial de l'Éducation Pour Tous (2000) et la définition des objectifs du millénaire pour le développement (2001) ont été organisés au moment où la République Démocratique du Congo était plongée dans un conflit armé qui a partitionné le pays en plusieurs territoires administrés par des seigneurs de guerre. Ainsi, par rapport à d'autres nations, la RD. Congo est mal partie pour réaliser les objectifs de l'Éducation Pour Tous (EPT) et ceux du millénaire pour le développement (OMD) d'ici 2015. De l'avis des autorités gouvernementales, "il sera absolument difficile, sinon impossible, d'atteindre les OMD en 2015 dont la réalisation impose des taux de croissance à deux chiffres pendant les dix prochaines années, la mise en oeuvre des budgets pro-pauvres ainsi que la poursuite des réformes économiques et structurelles."<sup>3</sup> En effet, pendant la période de transition politique (2003-2006), le pays était moins préoccupé par les OMD que par la recherche de la sortie de crise et la préparation de la configuration politique de la 3<sup>ème</sup> République. Cependant, quelques stratégies ont été, en même temps, timidement définies afin de permettre à la RD. Congo de s'engager, bien qu'en retard, dans le programme de l'EPT, notamment dans les volets retenus par les OMD. Au nombre de ces stratégies figurent la préparation d'un plan de développement du secteur de l'éducation, intégré dans le premier Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCRVP 2006-2008), l'élaboration des projets d'appui au redressement du système éducatif dont le financement est assuré notamment par la Banque Africaine de Développement et la Banque Mondiale. Au-delà de la transition politique, outre le fait que la nouvelle constitution, promulguée le 18 février 2006, préconise l'organisation d'un enseignement primaire à la fois gratuit et obligatoire (article 43) et érige la lutte contre l'analphabétisme en un devoir national (article 44), le gouvernement issu des premières élections libres et démocratiques a retenu l'éducation comme l'un des cinq chantiers prioritaires de la reconstruction du pays<sup>4</sup>.

Quel impact ces stratégies, initiées depuis la période de transition politique, produisent-elles sur la réalisation des objectifs de l'Éducation Pour Tous ? Quel progrès le pays a-t-il accompli dans ce domaine

---

<sup>1</sup> Communication présentée au colloque international organisé à Tlemcen (Algérie) du 11 au 12 octobre 2009 sur le thème « Regards croisés sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) pauvreté, éducation, santé, gestion des ressources naturelles ».

<sup>2</sup> Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Éducation, Université de Kisangani, RD. Congo, tél : 00243812003140 ; E-mail : gratienmok@yahoo.fr, gratienmok@hotmail.fr.

<sup>3</sup> RD. Congo, *Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté*, <http://www.ministereduplan.cd/pdf/DSCRVPfinale.pdf>, juillet 2006, p.14.

<sup>4</sup> L'emploi, l'électricité, la santé et le logement sont les quatre autres chantiers retenus par le programme gouvernemental.

depuis l'année 2001 ? Etant donné le démarrage tardif des OMD, qu'est-ce qui peut être fait pour que la RD. Congo se rapproche le plus possible des objectifs de l'Éducation Pour Tous en 2015 ? Telles sont les questions auxquelles cette communication se propose de répondre.

## **Contexte socio-politique de l'EPT et des OMD en RD. Congo**

Pour la RD. Congo, la dernière décennie du 20<sup>ème</sup> siècle a été marquée par la turbulence politique. "Face à la pression populaire alimentée par le vent de la perestroïka venu de l'Europe de l'Est, le Président Mobutu, au pouvoir de façon ininterrompue depuis novembre 1965, entreprit en 1990 de faire passer le pays d'un régime à parti unique (Parti-État) au multipartisme. Ce changement politique devait amener le pays à la 3<sup>ème</sup> République en passant par l'organisation des élections pluralistes, les premières depuis 1965. Mais la Conférence Nationale Souveraine, convoquée pour être un forum de réconciliation nationale et de définition du nouvel ordre politique, a tourné en dérision. La situation politique s'est dégradée avec l'éclatement d'une rébellion armée à l'Est du pays en 1996. Le régime Mobutu finit par succomber à cette rébellion en mai 1997. En août 1998, un deuxième conflit armé a éclaté à l'Est du pays (Nord-Kivu) et s'est progressivement étendu vers les provinces voisines (Sud-Kivu, Maniema, Province Orientale) jusqu'au nord du Katanga."<sup>5</sup> Déclenché par le mouvement politico-militaire dénommé le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), le second conflit a eu des effets à la fois fâcheux et complexes (partition du pays, déplacements des populations, destruction des infrastructures de base et des écosystèmes, près de 3 millions de morts...). "À la suite des Accords de Lusaka (juillet 1999), les négociations entre les parties belligérantes congolaises, les partis de l'opposition politique et des représentants de la société civile ont abouti, en décembre 2002, à la signature à Sun City (Afrique du Sud) de l'Accord Global et Inclusif."<sup>6</sup> La matérialisation de cet accord n'a été effective qu'en 2003, déclenchant du coup le début de la transition politique et de la réunification du pays. C'est donc avec trois années de retard qu'il a été véritablement possible d'envisager, en RD. Congo, des stratégies susceptibles d'impulser la réalisation des objectifs de l'Éducation Pour Tous et ceux du millénaire pour le développement.

## **Diagnostic de l'éducation pour tous**

Au forum de Dakar, six objectifs ont été retenus comme faisant partie de l'éducation pour tous (encadré 1). Deux de ces objectifs ont été intégrés dans les OMD : (i) faire en sorte que d'ici 2015 tous les enfants, notamment les filles et les enfants en difficulté ou issus de minorités ethniques, aient la possibilité

---

<sup>5</sup> RD. Congo, *Objectifs du Millénaire pour le Développement*, Rapport National de suivi de progrès pour la République Démocratique du Congo, 2004, p. 14.

<sup>6</sup> Ibidem.

d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à son terme et (ii) améliorer de 50 % les niveaux d'alphabétisation des adultes, et notamment des femmes, d'ici à 2015. Pour faciliter le suivi de ces objectifs, trois indicateurs ont été définis dans le cadre des OMD : (i) le taux de scolarisation net dans l'enseignement primaire ; (ii) le pourcentage d'élèves commençant la première année d'études dans l'enseignement primaire et achevant la cinquième et (iii) le taux d'alphabétisation des 15 à 24 ans. Conformément au thème de ce colloque, le diagnostic de l'EPT en RD. Congo est principalement, axé dans cette communication, sur les indicateurs retenus par les OMD. Cependant, en vue d'analyser l'évolution globale de l'EPT, l'indice de développement de l'éducation pour tous (IDE) est également pris en compte.

#### **Encadré 1. Les six objectifs du Cadre d'action de Dakar**

- 1) Développer et améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance, et notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés;
- 2) Faire en sorte que d'ici 2015 tous les enfants, notamment les filles et les enfants en difficulté ou issus de minorités ethniques, aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à son terme;
- 3) Répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition des connaissances ainsi que des compétences nécessaires dans la vie courante;
- 4) Améliorer de 50 % les niveaux d'alphabétisation des adultes, et notamment des femmes, d'ici à 2015, et assurer à tous les adultes un accès équitable aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente;
- 5) Éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005 et instaurer l'égalité dans ce domaine d'ici à 2015 en veillant notamment à assurer aux filles l'accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité avec les mêmes chances de réussite;
- 6) Améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation et garantir son excellence de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables – notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture, le calcul et les compétences indispensables dans la vie courante.

#### ***Evolution de la scolarisation primaire***

La crise que traverse la RD. Congo depuis la dernière décennie du 20<sup>ème</sup> siècle n'épargne malheureusement aucun secteur. C'est pourquoi les données rassemblées par les différents services du système éducatif et d'autres ministères (administration du territoire, affaires sociales) comportent des lacunes qui font que le taux net de scolarisation est rarement calculé pour l'analyse du système éducatif de la RD. Congo<sup>7</sup>. Etant donné cette situation, le diagnostic de la scolarisation primaire est posé dans les lignes qui suivent uniquement sur la base du taux brut.

Pour la période de 2001-2007, même s'il a opéré un accroissement de 19%, passant de 64% à 83%, cet indicateur montre que la RD. Congo est encore loin d'atteindre l'objectif de l'enseignement primaire universel. La valeur du taux brut de scolarisation enregistrée en 2007 donne plutôt à penser que le taux net de scolarisation se situerait autour de la moyenne de l'Afrique subsaharienne, laquelle s'est élevée en

<sup>7</sup> Le taux net de scolarisation est sporadiquement calculé pour le cas de la RD. Congo uniquement par l'UNICEF sur la base des enquêtes par ménages. Depuis 2001 ce genre d'enquêtes n'a malheureusement pas été réalisé.

2006 déjà à 70%<sup>8</sup>.

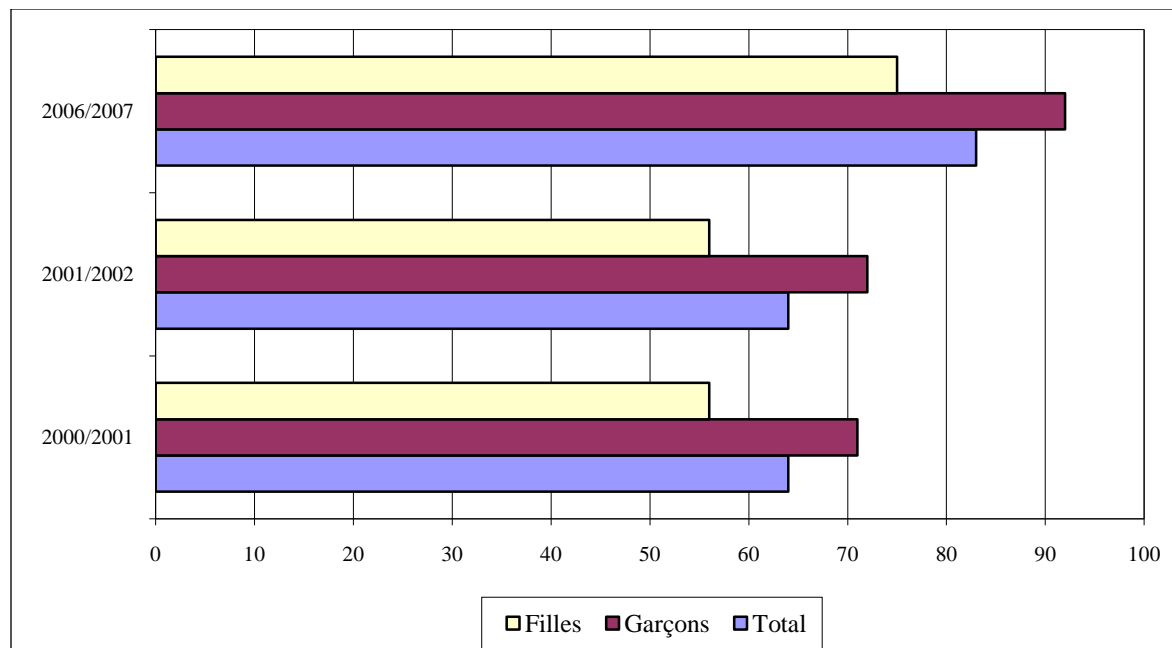
**Tableau 1. Evolution du taux brut de scolarisation**

Année	Total	Garçons	Filles	IPS
2000/2001	64%	71%	56%	0,79
2001/2002	64%	72%	56%	0,78
2006/2007	83%	92%	75%	0,81
Accroissement de 2000/2001 à 2006/2007	19%	21%	19%	
Accroissement annuel	3,2%	3,5%	3,2%	

Sources : - Banque mondiale, *Le renouveau du système éducatif de la République Démocratique du Congo : Priorités et alternatives*, Région Afrique, Département du Développement humain, Série Documents de travail, N° 68, 2005.

- Cellule Technique pour les Statistiques de l'Éducation, *Annuaire statistique de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel, année scolaire 2006-2007*, Kinshasa, Ministère de l'EPSP, 2008.

**Figure 1. Evolution du taux brut de scolarisation**



Au cours des sept premières années du 21<sup>ème</sup> siècle, l'accroissement du taux brut de scolarisation des garçons (21%) a été légèrement plus important que celui des filles (19%), ce qui n'a pas permis d'assurer la parité entre les sexes. En effet, pour 100 garçons scolarisés au primaire en 2007, il y a eu à peine 81

<sup>8</sup> Lire à ce sujet UNESCO, *Rapport mondial de suivi de l'EPT 2009. Vaincre l'inégalité : l'importance de la gouvernance*, Paris, UNESCO, 2008, p. 1.

filles scolarisées. En dehors de la province de l'Équateur<sup>9</sup>, les disparités entre les sexes s'observent dans toutes les provinces de la RD. Congo (tableau 2). Entre ces dernières, les disparités ne sont pas significatives, les coefficients de variation étant tous inférieurs à 0,30.

**Tableau 2. Taux bruts de scolarisation du primaire par genres et provinces en 2007**

	TBS Garçons	TBS Filles	TBS Total	IPS
Kinshasa	88,8	82,0	83,8	0,92
Bas-Congo	87,0	81,4	84,4	0,93
Bandundu	81,8	73,0	77,6	0,89
Équateur	42,1	66,7	79,7	1,58
Kasaï-Oriental	110	92,3	101,3	0,84
Kasaï-Occidental	112	76,2	93,8	0,68
Katanga	72,7	55,6	64,3	0,76
Maniema	80,8	71,4	76,4	0,88
Nord-Kivu	102	81,6	91,6	0,80
Sud-Kivu	96,0	80,9	88,4	0,84
Province Orientale	101	80,2	90,6	0,79
RD. Congo	91,7	74,9	83,4	0,82
Moyenne	88,6	76,5	84,7	
Ecart-type	19,8	9,7	10,1	
Coefficient de variation	0,22	0,13	0,12	

Source : Cellule Technique pour les Statistiques de l'Éducation, *Annuaire statistique de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel, année scolaire 2006-2007*, Kinshasa, Ministère de l'EPSP, 2008, p. 42.

### ***Evolution de la survie en cinquième année primaire***

Alors que le taux d'achèvement de la cinquième année primaire a été retenu par les OMD comme indicateur du rendement de l'enseignement primaire, les rapports de suivi de l'EPT produits par l'UNESCO exploitent plutôt le taux de survie en cinquième année<sup>10</sup>. C'est à ce dernier indicateur que nous nous référons dans cette communication. À ce propos, la RD. Congo a accompli un progrès décisif, car le taux de survie en cinquième est passé de 25% en 2001 à 44% en 2007, soit un accroissement global de 19% et une moyenne annuelle de 3,2%. En dépit de ce progrès, la majorité des élèves qui commencent la première année primaire n'atteint pas la cinquième année du même cycle. En conséquence, l'école primaire congolaise n'est pas une procédure efficace de prévention de l'analphabétisme. De par sa forte

<sup>9</sup> La province de l'Équateur est pourtant en retard de scolarisation par rapport à l'ensemble du pays. Au vu du taux brut de scolarisation, elle occupe l'avant dernière position pour la scolarisation des filles et la dernière place pour la scolarisation des garçons.

<sup>10</sup> Par taux d'achèvement en cinquième année primaire, il faut entendre la proportion d'une cohorte qui termine la cinquième année tandis que le taux de survie représente la proportion d'écoliers qui atteignent la cinquième année.

dépense, au lieu de combattre l'analphabétisme, elle le renforce plutôt<sup>11</sup>.

**Tableau 3. Taux de survie en 5<sup>ème</sup> année primaire en 2007**

N°	Province	Taux de survie en %		
		Garçons	Filles	Total
1.	Kinshasa	67,6	68,1	67,8
2.	Bas-Congo	49,3	42,8	46,2
3.	Bandundu	49,1	43,5	46,4
4.	Equateur	43,8	34,7	39,8
5.	Prov.Orientale	44,9	35,8	40,4
6.	Nord-Kivu	44,9	41,8	43,5
7.	Sud-Kivu	50,6	44,6	47,8
8.	Maniema	47,9	37,9	43,2
9.	Kasaï-Oriental	43,5	37,2	40,6
10.	Kasaï-Occid	40,4	31,6	36,5
11.	Katanga	48,9	37,7	43,8
RD. Congo		47,3	40,7	44,3
Ecart-Type		7,1	9,7	8,2
Coefficient de variation		0,15	0,23	0,18

Source : Cellule Technique pour les Statistiques de l'Éducation, *Annuaire statistique de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel, année scolaire 2006-2007*, Kinshasa, Ministère de l'EPSP, 2008, p. 44.



En 2007, le taux de survie en cinquième année primaire a varié suivant les provinces, même si, au regard des coefficients de variation calculés, cette fluctuation n'est pas significative. "À l'exception de la Ville de Kinshasa, la proportion est inférieure à 50 % pour les deux sexes confondus, dans toutes les provinces. La Ville de Kinshasa a enregistré le taux de survie le plus élevé. Elle est suivie du Sud-Kivu, du Bandundu et du Bas-Congo. À l'exception de

la Ville de Kinshasa, la proportion des garçons est supérieure à celle des filles dans toutes les provinces. Il en est de même au niveau national. L'écart entre les garçons et les filles est plus prononcé à l'Equateur, au Maniema, au Katanga et dans les 2 Kasaï. Il est moins prononcé à Kinshasa, au Nord-Kivu, au Bas-Congo et au Bandundu."<sup>12</sup>

### **Evolution de l'alphabétisme**

D'après les résultats de l'enquête menée par l'UNICEF<sup>13</sup>, la RD. Congo a enregistré en 2001 un taux d'alphabétisme global de 68%. Ce taux était plus faible pour les femmes (56%) que pour les hommes

<sup>11</sup> Lire à ce sujet Mokonzi, Gr. B., L'école primaire congolaise et la lutte contre l'analphabétisme, *Ecole Démocratique*, hors série, 2005, pp. 31-35.

<sup>12</sup> Cellule Technique pour les Statistiques de l'Éducation, *Annuaire statistique de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel, année scolaire 2006-2007*, Kinshasa, Ministère de l'EPSP, 2008, p. 44.

<sup>13</sup> UNICEF, *Enquête nationale sur la situation des enfants et des femmes (MICS2/2001)*, Rapport synthèse, Kinshasa, UNICEF, 2002.

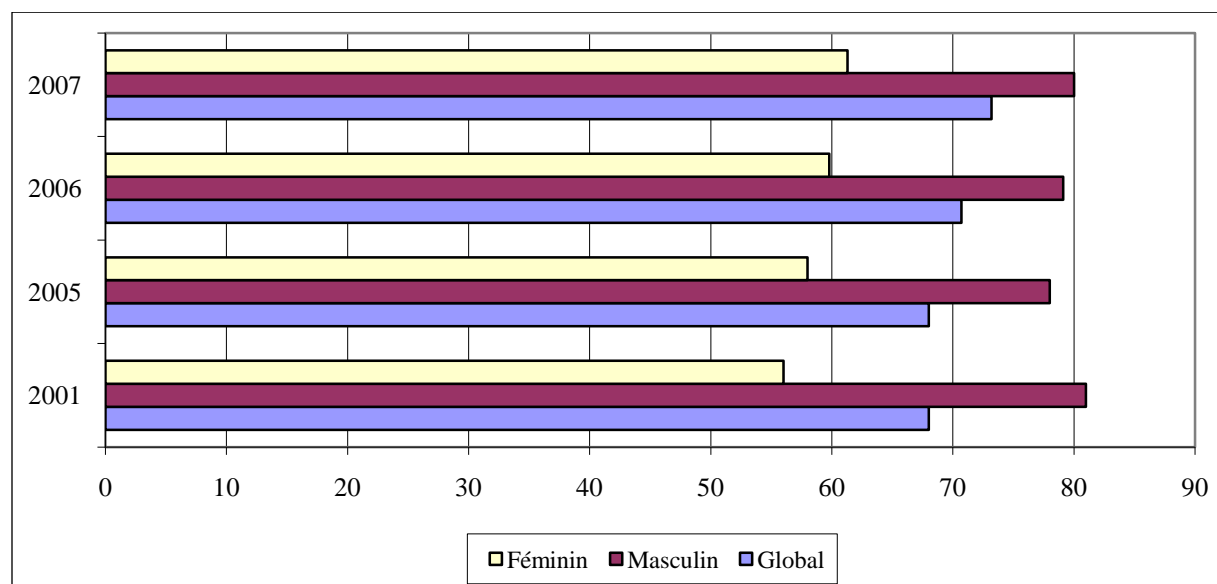
(81%), soit un indice de parité de 0,69. Les estimations de l'UNICEF convergent en gros avec celles de l'UNESCO qui mentionnent, pour la RD. Congo, un taux d'alphabétisme de 65% de la population adulte âgée d'au moins 15 ans au cours de la période de 2000-2004. Ce taux s'élevait, au cours de la même période, à 80% pour les hommes et 52% pour les femmes, écart exprimé par un indice de parité de 0,65.

**Tableau 4. Taux d'alphabétisme de 2001 à 2007**

Années	Taux d'alphabétisme Global	Taux d'alphabétisme Masculin	Taux d'alphabétisme Féminin	Indice de Parité
2001	68,0	81,0	56,0	69,0
2005	68,0	78,0	58,0	74,6
2006	70,7	79,1	59,8	76,6
2007	73,2	80,0	61,3	76,6
Accroissement de 2001 à 2007	5,2	- 1,0	5,3	

Source : Institut de statistique de l'UNESCO, *section alphabétisation et éducation non formelle*, Paris, UNESCO, 2002.

**Figure 2. Taux d'alphabétisme de 2001 à 2007**



De 2001 à 2007, le taux d'alphabétisme global a connu une légère progression, passant de 68% à 73% (tableau 4 et figure 2). Ce faible accroissement tient principalement au fait que seul le taux d'alphabétisme des femmes a connu une évolution positive de 5,3% tandis que celui des hommes a décliné de 1%. L'amélioration du taux d'alphabétisme des femmes n'a pas pour autant permis d'établir la parité entre les sexes, car le rapport est de 77 femmes pour 100 hommes alphabétisés en 2007.

***Evolution de l'indice du développement de l'éducation pour tous (IDE)***

"Les objectifs de l'EPT représentent plus que la somme de leurs parties. Si chacun d'entre eux est important, il n'en est pas moins utile de disposer d'un moyen permettant d'indiquer le progrès dans son ensemble. L'indice du développement de l'Éducation Pour Tous (IDE), composite des indicateurs pertinents, est un de ces moyens. Dans l'idéal, il devrait refléter l'ensemble de 6 objectifs de l'EPT mais, du fait des contraintes liées aux données, il se concentre actuellement sur 4 d'entre eux seulement, les plus aisément quantifiables : l'enseignement primaire universel, l'alphabétisation des adultes, la qualité de l'éducation et la parité entre les sexes."<sup>14</sup> Concrètement, l'IDE est obtenu par la moyenne de quatre indicateurs : (i) le taux de scolarisation dans le primaire<sup>15</sup>, (ii) le taux d'alphabétisme des adultes, (iii) la parité entre les sexes, mesurée par l'indice de l'EPT relatif au genre (IEG) et (iv) la qualité de l'éducation, mesurée par le taux de survie en 5ème année primaire. Pour la RD. Congo, les valeurs de l'IDE sont inférieures à 100%, soit 57% en 2001 et 68% en 2007. Malgré l'accroissement de 11% connu par cet indicateur, le pays est encore loin d'assurer les objectifs de l'éducation pour tous dans leur ensemble. Il fait plutôt partie des nations qui sont à la traîne pour la réalisation des objectifs de l'éducation pour tous, l'IDE étant inférieur à 80%.

**Tableau 5. Accroissement de l'IDE de 2001 à 2007**

Indicateurs	2001	2007	Accroissement De 2001 à 2007
TBS	64%	83%	19%
Taux d'alphabétisme	68%	73%	5%
IEG	72%	71%	- 1%
Taux de survie	25%	44%	19%
IDE	57%	68%	11%

### **Perspectives de l'éducation pour tous**

Avant d'envisager les actions que la RD. Congo devra mener pour se rapprocher des objectifs de l'EPT en 2015, il importe de répondre à une question fondamentale : "Quelle évolution les objectifs de l'EPT vont-ils afficher au cours de la période de 2008-2015 si les tendances observées de 2001 à 2007 se maintiennent dans l'avenir?"

#### ***Projection des tendances de l'Éducation Pour Tous de 2008 à 2015***

Pour répondre à la question ci-dessus, nous avons exploité, pour chaque indicateur retenu par les OMD, le taux d'accroissement annuel moyen enregistré de 2001 à 2007. Au regard des résultats issus de cette analyse, il apparaît clairement que, considérés globalement, les objectifs de l'EPT ne seront pas atteints par la RD. Congo à l'horizon 2015. En effet, l'indice de développement de l'Education Pour Tous se maintiendra en-dessous de 80% durant toute la période de 2008 à 2015.

<sup>14</sup> UNESCO, *Op. cit.*, p. 268.

<sup>15</sup> Faute de données, nous recourons ici au taux brut et non au taux net de scolarisation.



**Tableau 6. Prédiction des indicateurs de l'EPT de 2008 à 2015**

Indicateurs	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
TBS	86,1	88,8	91,6	94,5	97,5	100,6	103,8	107,3
Taux d'alphabétisme <sup>16</sup>	73,0	74,2	75,2	76,2	77,2	78,2	79,2	80,2
IEG	70,7	70,7	70,0	70,0	69,7	69,7	69,0	69,0
Taux de survie	45,7	47,1	48,6	50,2	51,8	53,4	55,1	56,8
IDE	68,9	70,2	71,4	72,7	74,0	75,5	76,8	78,3

Le manque d'atteinte des objectifs de l'EPT sera avant tout tributaire du faible taux de survie en cinquième année primaire et du déficit de parité qui sera observé respectivement au niveau de la scolarisation des filles et des garçons et au niveau de l'alphabétisation des femmes et des hommes (voir l'IEG). Par ailleurs, bien que le taux brut de scolarisation (primaire) soit plus important que d'autres indicateurs de l'EPT, la scolarisation primaire universelle ne sera pas atteinte d'ici 2015<sup>17</sup>. Il y a ainsi nécessité d'entreprendre des actions urgentes.

### ***Actions pour l'amélioration de l'EPT***

Pour que la RD. Congo se rapproche en 2015 des objectifs de l'EPT et espère les atteindre quelques années plus tard, elle doit mener un combat sur quatre fronts essentiels : (i) la scolarisation primaire universelle, (ii) la qualité de l'éducation; (iii) l'alphabétisation et (iv) le genre.

#### ***a) Amélioration de la scolarisation primaire universelle et de la qualité de l'éducation***

Pour ces deux premiers fronts, la première action à envisager consiste à élaborer un plan stratégique pour la concrétisation de l'article 43 de la constitution, lequel préconise un enseignement primaire à la fois obligatoire et gratuit. Antérieur à la Constitution, le Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté n'a rien prévu dans ce sens. Pourtant, il est impensable d'universaliser un enseignement primaire non gratuit. Pour la RD. Congo, d'après l'enquête effectuée par l'UNICEF en 2001<sup>18</sup>, l'instauration des frais scolaires est de loin la cause principale de la non-fréquentation scolaire, tant en milieu urbain qu'en milieu rural.

Le plan stratégique de concrétisation de la gratuité et de l'obligation scolaire devra notamment prévoir le nombre d'écoles à créer et d'enseignants à recruter ou à former pour couvrir l'étendue du territoire national ainsi que des mesures d'incitation à la scolarisation des filles et des enfants marginalisés. Par rapport à la situation de 2007, le nombre de nouvelles classes à construire, si la taille de la classe se maintient à 38 élèves et si l'accroissement démographique annuel se plafonne à 3%, devra évoluer

<sup>16</sup> Pour le taux d'alphabétisme, les données reprises se rapportent aux projections faites par l'Institut de Statistique de l'UNESCO.

<sup>17</sup> Il ne s'agit en effet ici que du taux brut et non du taux net de scolarisation.

<sup>18</sup> UNICEF, *Op. cit.* p. 77.

rapidement de 295131 en 2008 à 416463 en 2015 pour que la scolarisation universelle soit assurée. Ceci revient à multiplier le nombre de classes par trois d'ici 2015. Il s'agit là d'un objectif, sinon impossible, du moins difficile à réaliser compte tenu de multiples défis auxquels la RD. Congo fait actuellement face. La réalisation d'un taux net de scolarisation de 70% sera également difficile à atteindre, car cela nécessitera que le nombre de classes soit doublé par rapport à la situation de 2007.

**Tableau 7. Nombre de classes nécessaires pour la scolarisation primaire de 2008 à 2010**

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Population scolarisable	1947300	20057190	20658906	21278673	21917033	22574544	23251780	23949333	24667813
Nombre de classes pour la scolarisation universelle (100%)	232690	527821	543655	559965	576764	594067	611889	630246	649153
Classes à créer par rapport à l'année 2007		295131	310965	327275	344074	361377	379199	397556	416463
Nombre de classes pour la scolarisation universelle (70%)	232690	369474	380559	391976	403735	415847	428322	441172	454407
Classes à créer par rapport à l'année 2007		136784	147869	159286	171045	183157	195632	208482	221717

La création de nouvelles classes, et donc de nouvelles écoles, implique elle-même le recrutement de nouveaux enseignants. Et pourtant, "pour améliorer la qualité de l'éducation, il faut d'abord améliorer le recrutement, la formation, le statut social et les conditions de travail des enseignants, car ceux-ci ne pourront répondre à ce qu'on attend d'eux que s'ils ont les connaissances et les compétences, les qualités personnelles, les possibilités professionnelles et la motivation voulues."<sup>19</sup> Il faut donc prévoir des mesures incitatives pour rendre le métier d'enseignant attrayant. Car, selon les études effectuées en RD. Congo<sup>20</sup>, les jeunes qui étudient dans les écoles de formation pédagogique n'aspirent pas à la carrière enseignante. Leurs rêves portent plutôt sur la poursuite des études universitaires dans des filières autres que celles qui préparent à l'enseignement.

La rationalisation de l'offre de l'éducation et son adéquation à la demande, par le plan stratégique, devront être précédées du diagnostic de la carte scolaire existante, diagnostic qui sera, à son tour, suivi de l'élaboration d'une carte prospective.

<sup>19</sup> Delors, J. et al., *Éducation : un trésor est caché dedans*, Rapport à l'UNESCO de la Commission sur l'éducation pour le vingt et unième siècle, Paris, UNESCO, 1998, p. 144.

<sup>20</sup> Lire à ce sujet Tinda, E.A., *Projets professionnels des élèves de sixième année pédagogique des écoles conventionnées catholiques de la ville de Kisangani*, Mémoire de licence non publié, Université de Kisangani, 2003-2004 et Maroyi, S., *La décadence du métier d'enseignant en République Démocratique du Congo*, *École démocratique*, hors série, 2005, pp.36-39.

L'amélioration de la scolarisation universelle ne doit pas être exclusivement axée sur les aspects quantitatifs, mais elle doit également porter sur la qualité de l'école primaire, notamment par la lutte contre la déperdition scolaire et la réalisation d'un meilleur taux de survie scolaire. Pourquoi doit-on continuer à maintenir le mécanisme de redoublement scolaire qui est pourtant l'un des principaux fléaux du système éducatif de la RD. Congo ?

En amont de la scolarisation primaire, il importe de procéder à la généralisation progressive de l'éducation de la petite enfance, caractérisée actuellement par un faible taux de fréquentation (3%)<sup>21</sup>. Une telle généralisation implique que ce secteur ne soit pas, comme aujourd'hui, le domaine réservé du réseau privé, mais qu'il soit aussi et surtout organisé par les pouvoirs publics. C'est à ce prix seulement que l'éducation de la petite enfance cessera d'être l'apanage des milieux urbains.

#### *b) Amélioration de l'alphabétisation des adultes*

De manière générale, la lutte contre l'analphabétisme se fonde sur une double procédure : la généralisation de l'enseignement primaire (procédure préventive de l'analphabétisme) et l'intensification de l'alphabétisation des jeunes et des adultes (procédure curative de l'analphabétisme). Mais la lutte contre l'analphabétisme s'appuie, en RD. Congo, quasi-exclusivement sur la procédure préventive de l'analphabétisme, faisant ainsi de l'alphabétisation des jeunes et des adultes l'enfant abandonné de l'éducation pour tous. En effet, bien qu'il relève du ministère des affaires sociales, l'alphabétisation des jeunes et des adultes ne bénéficie pas d'autant d'attention que l'enseignement primaire. Les investissements dans ce secteur sont pratiquement inexistantes. Comme le dirait si bien David Archer<sup>22</sup>, il s'agit d'une promesse rompue et d'une violation des droits humains à grande échelle.

Afin de renforcer la procédure curative de l'analphabétisme, la RD. Congo a intérêt à se conformer aux recommandations de la décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (2003-2012) et à l'article 44 de sa Constitution en élaborant de manière urgente un plan stratégique national du développement de l'alphabétisation. Ce plan devra intégrer, dans la mesure du possible, les six domaines ciblés par le plan d'action international pour la décennie de l'alphabétisation (encadré 2).

---

<sup>21</sup> Pour le cadre d'action de Dakar, l'éveil et la protection de la petite enfance constituent le fondement de l'Éducation Pour Tous.

<sup>22</sup> <http://www.campaignforeducationcanada.org/fr/files/ILD%20release.fr.doc>.

**Encadré 2. Plan d'action international : six grands domaines d'action pour la réalisation de l'alphabétisation pour tous**

1. Renouvellement des politiques de façon à créer un environnement qui favorise la participation des collectivités locales à l'alphabétisation;
2. Programmation souple et adaptée aux différents besoins;
3. Création des capacités: formation des formateurs;
4. Recherche;
5. Participation des collectivités locales;
6. Suivi et évaluation des progrès accomplis dans les différentes régions.

L'élaboration du plan national doit déboucher sur l'organisation d'une grande campagne de lutte contre l'analphabétisme, ce qui implique la mobilisation de plusieurs acteurs, notamment les institutions publiques, la société civile, les ONG nationales et internationales, les universités et les institutions de recherche, le secteur privé, les médias, les donateurs bilatéraux et internationaux, etc.

*c) Amélioration du genre dans l'éducation pour tous*

Comme l'indique le diagnostic posé dans la première partie de cette communication, l'indice de l'éducation pour tous relatif au genre (IEG) a été faible tout au long des sept premières années de ce siècle. Il risque par ailleurs de le demeurer au cours de la période de 2008 à 2015 si rien n'est fait pour améliorer la scolarisation des filles au niveau de l'enseignement primaire et secondaire et pour l'alphabétisation des femmes. L'amélioration de l'objectif du genre nécessite donc des actions à mener à ces trois niveaux. Au niveau primaire, il importe de poursuivre les campagnes "toutes les filles à l'école" organisées sous l'impulsion de l'UNICEF. Puisque le handicap des filles se manifeste plus au niveau de l'enseignement secondaire qu'au primaire, il sera tout indiqué de prévoir des mécanismes de récupération des filles qui abandonnent les études à ce niveau. On a ainsi tout à gagner en organisant des campagnes de sensibilisation de différentes couches de la population sur l'importance de l'éducation des filles et en créant des structures d'encadrement des filles qui se voient éjectées du système formel de l'éducation. Par ailleurs, la campagne nationale de lutte contre l'analphabétisme évoquée ci-haut devra plus viser les femmes pour que le la RD. Congo atteigne la parité en cette matière.

**Conclusion : conditions de promotion de l'Éducation Pour Tous**

L'amélioration de l'éducation pour tous en RD. Congo exige la réalisation de quelques préalables fondamentaux. À ce propos, il va falloir consolider la paix et la sécurité sur toute l'étendue du pays, l'insécurité étant l'un de principaux obstacles au développement, en général, et à la réalisation de l'EPT, en particulier. La promotion de ces deux paramètres devra pourtant s'accompagner de la consolidation de la démocratie et de la bonne gouvernance. La démocratie et la bonne conduite des affaires publiques ont, en effet, une incidence sur la croissance économique et sur la possibilité de réalisation des objectifs de l'EPT. Comme le reconnaît si bien le rapport de suivi de l'EPT pour l'année 2009, "pour comprendre pourquoi il est important que la gouvernance de l'éducation soit bonne, il faut considérer ses

conséquences lorsqu'elle est mauvaise. Elle laisse alors les parents et les communautés face à des services d'éducation qui ne leur rendent pas de comptes et ne répondent pas à leurs besoins. Elle participe à l'inefficacité du système scolaire en termes de réussite. Au niveau des communautés et des régions, les enfants sont laissés dans des classes sans matériel pédagogique de base et à la charge des enseignants non formés et démotivés. Et même dans certains cas, les écoles ne reçoivent pas les ressources financières qui leur ont été attribuées."<sup>23</sup>

Il ne suffit pas de consolider la paix, la sécurité, la démocratie et la bonne gouvernance, encore faut-il une forte volonté politique à l'égard de l'EPT. On ne le dira jamais assez, "les engagements internationaux sont importants, mais c'est au niveau national qu'une coalition d'efforts des pouvoirs publics, du monde politique et des milieux professionnels autour de l'EPT est essentielle."<sup>24</sup> Pour le cas de la RD. Congo, déjà lors de la campagne électorale pour les élections présidentielle, législative et provinciale, organisées en 2006, pour peu qu'il y eût débat politique, la plupart des candidats invoquaient l'éducation parmi les idées-forces de leur programme électoral. L'éducation devient ainsi progressivement l'un de principaux thèmes qui alimentent les débats politiques et que le peuple aura, à l'avenir, à prendre en compte pour confier un mandat politique, voire pour apprécier le travail réalisé par les gouvernants congolais. Tout donne à penser que la volonté politique va encore se consolider dans le nouveau paysage politique en gestation, volonté qui sera ensuite favorable à l'organisation des forums consacrés à l'éducation et qui permettra de préparer l'opinion nationale à consentir d'importants sacrifices pour le redressement du système éducatif de la RD. Congo. Ces sacrifices se manifesteront fondamentalement à travers l'élaboration des budgets qui allouent une part importante à l'éducation, comme cela fut le cas durant la première décennie de l'indépendance du Congo.

Le combat que la RD. Congo devra mener, pour atteindre les objectifs de l'éducation pour tous, est si rude que l'État seul ne saura y faire face, même si tout le budget de la nation (actuellement de l'ordre de 3 milliards de dollars) est alloué à l'éducation. Sinon, il faudra patienter longtemps encore pour que l'EPT devienne une réalité. Aussi, outre la mobilisation de la communauté nationale, la RD. Congo a besoin d'une aide extérieure importante pour la réalisation de l'éducation pour tous d'ici 2015. En tout cas sans une telle aide, en 2015, voire plusieurs années plus tard, "les enfants congolais seront plus nombreux à ne pas être scolarisés ou se trouveront dans des classes encore plus surpeuplées, sans livres ou sans bureaux."<sup>25</sup>

---

<sup>23</sup> UNESCO, *Rapport mondial de suivi de l'EPT 2009. Vaincre l'inégalité : l'importance de la gouvernance*, Paris, UNESCO, 2008, p. 138.

<sup>24</sup> UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2003/2004*, Paris, Unesco, 2003, p. 210.

<sup>25</sup> UNESCO, UNESCO, *Rapport mondial de suivi de l'EPT 2009. Vaincre l'inégalité : l'importance de la gouvernance*, Paris, Unesco, 2008, p. 224.

Sans la volonté politique, la détermination populaire et l'aide au développement, les objectifs de l'éducation pour tous vont s'éloigner davantage encore des horizons de la RD. Congo et malheureusement, avec eux, le développement durable du pays. Peut-on accepter une telle situation au cours de la phase actuelle de la refondation de la nation ?